GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de la
Wallonie

NOTE D'ANALYSE – 19 février 2019

BERGHEZAN Georges. *Croatie-Serbie : une mini-course aux armements dans les Balkans ?,* Note d'Analyse du GRIP, 19 février 2019, Bruxelles.

https://www.grip.org/fr/node/2729

NOTE D'ANALYSE

Croatie-Serbie : une mini-course aux armements dans les Balkans ?

par **Georges Berghezan**

19 février 2019

Résumé

Obusiers Panzerhaubitze 2000 et missiles anti-aériens Buk, hélicoptères Kiowa Warrior et Mi-35, chasseurs F-16 et MiG-29, … les achats d'armement de la Croatie et de la Serbie semblent se répondre l'un à l'autre et font craindre à certains une répétition du scénario des années 1990, quand la rivalité des deux républiques yougoslaves avait entraîné les Balkans dans un conflit sanglant.

Après avoir présenté l'origine et les trajectoires divergentes des forces armées des deux pays, la note expose les différents paramètres (dépenses militaires, importation d'armes, manœuvres…) qui permettent d'évaluer la puissance militaire de chacun d'entre eux.

Ceci permet de conclure que, si les deux pays sont bel et bien en train de renouveler leur armement, leur niveau reste plutôt modeste à l'échelle européenne. Et, surtout, l'absence de réel litige semble écarter, à court terme, tout risque de conflit armé.

Abstract

Croatia-Serbia: a mini-arms race in the Balkans?

Panzerhaubitze 2000 howitzers and Buk anti-aircraft missiles, Kiowa Warrior and Mi-35 helicopters, F-16 and MiG-29 fighters, ... Croatia and Serbia's arms purchases seem to respond to each other, and some fear a repetition of the 1990s scenario, when the rivalry between the two Yugoslav republics led the Balkans into a bloody conflict.

This note first explains the origin of the armed forces of both countries and their respective evolutions, then sets out various indicators (military expenditures, arms imports, manoeuvres, etc.) that can be used to assess their respective military strength.

This suggests that while both countries are in the process of renewing their weapons, the level of rearmament remains rather modest at the European level. Above all, the absence of any real point of contention seems to rule out any risk of armed conflict in the short term.

Introduction

Après s'être affrontées lors du démantèlement de la Fédération yougoslave dans les années 1990, la Serbie et la Croatie demeurent les deux principales puissances militaires des Balkans occidentaux, que ce soit en termes d'effectifs, d'équipement ou de budget militaire. L'une et l'autre sont dotées d'une industrie de la défense dont une partie croissante de la production est exportée. Leurs dépenses militaires, après avoir longtemps décru, sont reparties à la hausse. Des programmes d'acquisition d'armement semblent se répondre l'un à l'autre. De même, dans les deux pays, il est question d'une possible réintroduction du service militaire obligatoire.

Cependant, si les querelles relatives à l'interprétation de faits historiques sont encore fréquentes, peu de litiges concrets opposent les deux États et les relations entre leurs populations, partageant une même langue et un héritage yougoslave commun, se (re)développent d'année en année.

En l'absence de menace précise, les tensions générées par la course aux armements à laquelle semblent se livrer les deux pays s'inscrivent donc dans un contexte plus général dont les indicateurs sont loin d'être tous négatifs.

Après avoir présenté l'origine et les trajectoires divergentes des forces armées des deux pays, la note expose les différents paramètres (dépenses militaires, importation d'armes, manœuvres…) qui permettent d'évaluer la puissance militaire de chacun d'entre eux.

1. Origine des forces armées croates et serbes

Si l'on fait abstraction de la période antérieure à 1945, les forces armées des deux pays trouvent leur origine dans le système de défense yougoslave, qui s'articulait autour de forces armées classiques, l'Armée populaire yougoslave (*Jugoslavenska narodna vojska* – JNA), et d'une force militaire décentralisée, la Défense territoriale (*Teritorijalna o(d)*brana – TO).

Lors de la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY), les républiques ayant proclamé leur indépendance, dont la Croatie, se sont notamment basées sur la TO pour bâtir leur propre instrument de défense. En outre, en Croatie, les nouvelles autorités, anticommunistes et autonomistes, ont, dès leur prise du pouvoir en 1990, considérablement développé leur force de police, puis successivement créé, en avril 1991, des unités décentralisées dites de « Défense nationale » et un Corps de la garde nationale (*Zbor narodne garde* – ZNG)[1]. Après la proclamation d'indépendance le 25 juin 1991 et le soulèvement de la minorité serbe de Croatie, elle-même soutenue par une JNA désertée par ses éléments croates et slovènes, le ZNG a été rebaptisé en « Armée croate » (Hrvatska vojska – HV) en novembre 1991[2]. Celle-ci devient le cœur des nouvelles Forces armées de la République de Croatie (*Oružane Snage Republike Hrvatske* – OSRH).

1. Siniša Tatalović, Military and Political Aspects of the Croato-Serbian Conflict, Politička misao, vol. XXXIII, (1996), n° 5, p. 166—190, Zagreb.
2. Croatian National Guard, Alchetron.

Les OSRH sont composées de cinq commandements dirigés par un état-major : une Armée de terre, des Forces navales, des Forces aériennes et de défense aérienne, un Commandement conjoint d'éducation et de formation, et un Commandement logistique, ainsi que d'une police militaire[3].

Les forces armées serbes sont les héritières indirectes de la JNA. Après avoir reconnu l'indépendance des républiques sécessionnistes, les deux républiques restantes — Serbie et Monténégro — ont maintenu leur union en créant le 27 avril 1992 la République fédérale de Yougoslavie (RFY), qui succédait donc à la RSFY à six républiques. En même temps qu'elle se retirait des territoires de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, la JNA prenait le nom d'« Armée de Yougoslavie » (*Војска Југославије* ou *Vojska Jugoslavije* – VJ). Le 4 février 2003, alors que les liens avec le Monténégro ne cessaient de se relâcher, le pays adoptait une nouvelle constitution de type confédéral et un nouveau nom, l'*Union étatique de Serbie et du Monténégro*, tandis que leurs forces armées étaient rebaptisées « Armée de Serbie et du Monténégro » (*Војска Србије и Црне Горе* ou V*ojska Srbije i Crne Gore*)[4]. L'union n'allait pas tarder à se rompre et, le 3 juin 2006, le Monténégro proclamait son indépendance, forçant la Serbie à en faire de même deux jours plus tard et à rebaptiser ses forces armées « Armée de Serbie » (*Војска Србије* ou *Vojska Srbije* – VS)[5]. La VS est composée de quatre branches dirigées par un état-major : une Armée de terre (comprenant une flottille fluviale), des Forces aériennes et de défense aérienne, un Commandement de formation et une Garde d'honneur[6].

2. Des trajectoires divergentes

Les forces armées croates sont donc nées en pleine guerre d'indépendance, guerre achevée par la conquête de l'essentiel du territoire croate et par l'exode d'une grande partie de la minorité serbe en août 1995. Malgré l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à tous les États issus de l'ex-Yougoslavie[7] et grâce au soutien des pays occidentaux, Zagreb n'a guère eu de difficulté à se procurer les armements[8] qui lui ont permis d'écraser en quelques jours la rébellion serbe qui contrôlait plus d'un quart du pays. En outre, en septembre 1995, la HV lançait des opérations en Bosnie-Herzégovine, aux côtés des forces bosniaques et croates locales, et contribuait, avec le soutien aérien de l'OTAN, à réduire d'un tiers le territoire sous contrôle des Serbes de Bosnie[9]. L'accord de Dayton, mettant fin à la guerre dans ce pays, était signé deux mois plus tard.

3. Croatia, The World Factbook, Central Intelligence Agency.
4. Constitutional Charter of the State Union of Serbia and Montenegro [Serbia], 4 February 2003, United Nations High Commissioner for Refugees.
5. History of the Serbian Armed Forces, Serbian Armed Forces.
6. Serbian Armed Forces, Serbian Armed Forces.
7. Résolution 713 du 26 septembre 1991 du Conseil de sécurité des Nations unies.
8. Croatia: Using the Gray Market To Beat the UN Arms Embargo, Intelligence Report, Central Information Agency, mai 1995 (déclassifié en octobre 2013) ; James Rupert, Croatia, Evading U.N. Arms Embargo, Projects its Military Power in Balkans, *The Washington Post*, 2 août 1995 ; Georges Berghezan, Ex-Yougoslavie - L'embargo sur les armes et le réarmement actuel, Rapport du GRIP n 97/1, 1997.
9. Roger Cohen, Croatia Expands Its Power in Bosnia, *The New York Times*, 16 septembre 1995.

Cette intervention en Bosnie-Herzégovine représente la dernière participation des forces armées croates à un conflit armé. En 2008, elles ont été entièrement professionnalisées et le service militaire obligatoire a été abandonné[10]. La Croatie est devenue le 27e membre de l'OTAN en 2009 et a adhéré à l'Union européenne en 2013.

De leur côté, la police serbe et les forces armées yougoslaves ont affronté, jusqu'en 1999, la guérilla de l'*Armée de libération du Kosovo*, puis ont subi près de trois mois de bombardements intensifs de l'OTAN. Si ces frappes aériennes n'ont que peu entamé le potentiel militaire yougoslave (seuls 13 tanks auraient été endommagés[11]), les bombardements ont détruit nombre d'infrastructures du pays et provoqué pour des dizaines de milliards de dégâts directs[12], qui sont venus s'ajouter au poids de sévères sanctions économiques, commerciales et culturelles infligées dès 1992 à la RFY[13]. L'amputation de sa province méridionale du Kosovo, occupée par les troupes de l'OTAN et placée sous mandat de l'ONU, s'est donc accompagnée d'une spectaculaire chute du niveau de vie de la population serbe[14], puis au soulèvement d'octobre 2000, fatal à Slobodan Milošević, alors président de la RFY.

Depuis, bien que dissociée du Monténégro, la Serbie, indépendante contre son gré, a été réintégrée dans la communauté internationale et s'est progressivement relevée économiquement. En 2006, elle a adhéré au programme de Partenariat pour la Paix de l'OTAN[15], puis a conclu avec elle, en 2015, un *Plan d'action individuel de partenariat* (IPAP)[16], tout en n'étant pas candidate à l'adhésion, en raison de l'hostilité persistante de sa population envers l'Alliance atlantique[17]. Afin de prévenir tout incident le long de la ligne de démarcation entre le Kosovo et le reste de la Serbie, la VS continue à collaborer étroitement avec la Force du Kosovo (KFOR) déployée par l'OTAN depuis 1999. Par ailleurs, Belgrade a proclamé sa « neutralité militaire » en 2007 et aboli le service militaire obligatoire en 2010[18], est devenue officiellement candidate à l'Union européenne en 2012 et a acquis, en 2013, le statut d'observateur à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)[19], association politico-militaire regroupant la Russie et d'autres républiques ex-soviétiques.

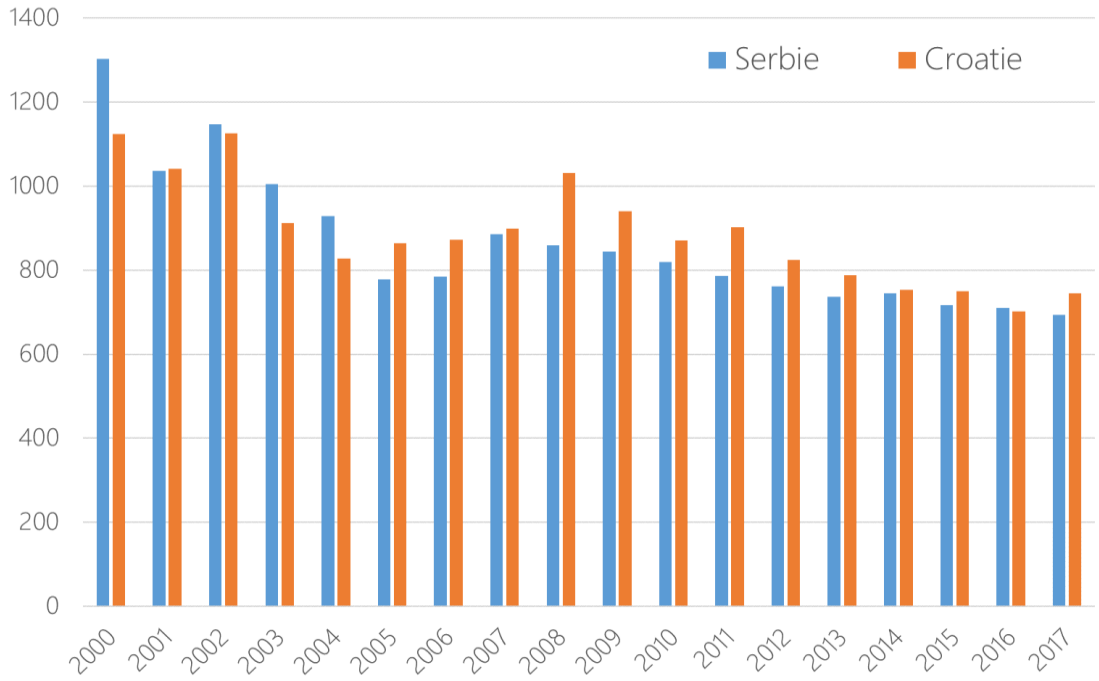
10. Balkan candidates offer NATO leaner military muscle, Reuters, 28 mars 2008.
11. Robert Fisk, Return to Kosovo: US "lost count of uranium shells fired in Kosovo", *The Independent*, 22 novembre 1999.
12. Christopher S. Wren, Yugoslavia Gives NATO $100 Billion Damage Bill, *The New York Times*, 29 septembre 1999.
13. L'ONU impose un embargo total à la Serbie et au Monténégro, *LesEchos.fr*, 1er juin 1992.
14. Serbia GDP - Gross Domestic Product, Countryeconomy.com, 2000.
15. Participation of the Republic of Serbia in the Partnership for Peace Programme, ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie.
16. IPAP "improves Serbia-NATO cooperation", B92/Tanjug, 16 janvier 2015.
17. Par exemple, un sondage effectué en mars 2018 révélait que 84 % des citoyens serbes étaient opposés à l'adhésion de leur pays à l'OTAN. 84 percent of Serbians oppose NATO membership – poll, *B92*, 23 mars 2018.
18. Serbia, The World Factbook, Central Intelligence Agency.
19. Afghan and Serbian parliaments acquire observer status at CSTO PA, *Belarus News*, 11 avril 2013.

3. Évolution des dépenses militaires et rapports de forces

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a évalué les dépenses militaires de la Croatie et de la Serbie en 2017 à, respectivement, 745 et 694 millions de dollars courants.

Sur la période de 2000 à 2017, les dépenses militaires des deux pays ont suivi l'évolution suivante :

Graphique 1. Dépenses militaires de la Croatie et de la Serbie entre 2000 et 2017, en millions USD, à prix et taux de change constants de 2016



Source : SIPRI Military Expenditures Database.

On note que les dépenses militaires de la Croatie ont atteint un pic en 2002, avec plus de 1,12 milliard USD, puis ont varié d'année en année, mais généralement à la baisse, pour atteindre un minimum en 2016, avec un montant de quelque 700 millions USD.

Du côté de la Serbie, ces dépenses ont fortement diminué entre 2000 et 2005, puis se sont plus ou moins stabilisées jusqu'en 2017, où elles ont atteint un « plancher » de moins de 700 millions USD.

Il faut pourtant noter que ces dépenses sont vraisemblablement en nette augmentation. En avril 2018, le Premier ministre croate, Andrej Plenković, a annoncé que, après une augmentation de 400 millions de kunas en 2017, une nouvelle augmentation de 500 millions était prévue en 2018, pour atteindre 4,8 milliards de kunas[20], soit une croissance d'environ 10 % entre 2017 et 2018.

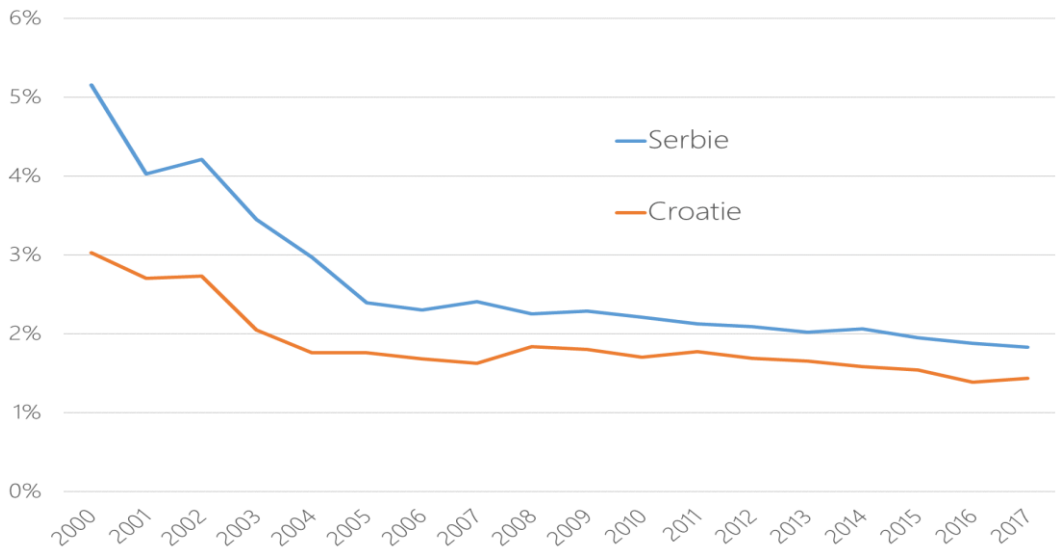
20. 1000 kuna (HRK) = 135 euro (EUR) au 30 novembre 2018.

Il a également réaffirmé l'intention de son gouvernement d'atteindre prochainement le taux de 2 % du PIB consacré aux dépenses militaires, comme le réclame l'OTAN[21].

Du côté serbe également, une forte augmentation du budget de l'Armée serbe est à prévoir à partir de 2018, de l'ordre de 25 %, pour atteindre 70,5 milliards de dinars[22]. L'annonce en a été faite en novembre 2017 par le ministre de la Défense, Aleksandar Vulin[23] et a été confirmée en juillet 2018 par le président de la République, Aleksandar Vučić[24].

Si l'on considère les dépenses militaires en pourcentage du Produit intérieur brut de ces deux pays, nous obtenons les courbes suivantes :

Graphique 2. Dépenses militaires de la Croatie et de la Serbie entre 2000 et 2017, en pourcentage de leur Produit intérieur brut



Source : SIPRI Military Expenditures Database.

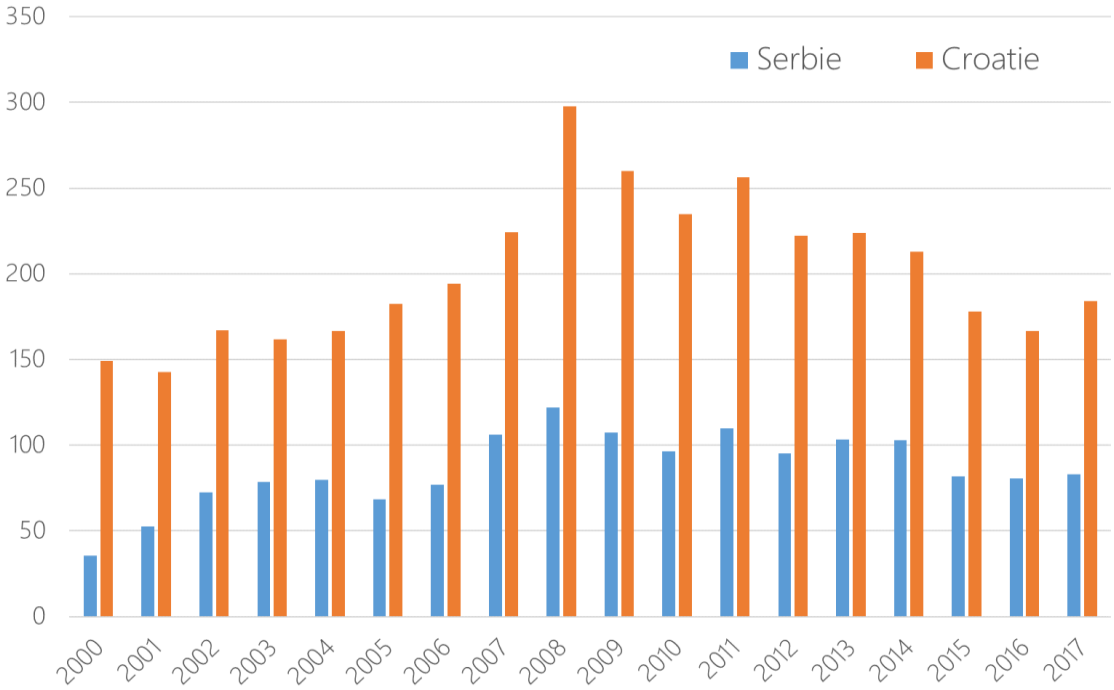
Les dépenses militaires croates ont donc nettement diminué, en part du PIB, de 2000 à 2007, puis plus légèrement depuis, pour atteindre 1,4 % en 2016 et 2017. Côté serbe, ces dépenses n'ont cessé de diminuer depuis 2000, pour atteindre 1,8 % en 2017.

Enfin, si on les rapporte à l'ampleur de leur population[25], nous constatons que les citoyens croates consacrent à leur défense (184 USD à prix et taux de change constants de 2016) plus du double que leurs homologues serbes (83 USD). Le fait que la population croate soit moins nombreuse et qu'elle bénéficie de revenus globalement plus élevés que la population serbe n'est évidemment pas étranger à cette tendance, de même que,

21. Prime Minister Explains Higher Defence Spending, *Total Croatia News*, 29 avril 2018.
22. 1000 dinars (RSD) = 8,46 EUR au 30 novembre 2018.
23. Serbia to increase military sector spending by 25 percent, *B92*, 29 novembre 2017.
24. Misha Savic, Serbia Considers Restoring Compulsory Military Service for Men, *Bloomberg*, 23 août 2018.
25. La population du Kosovo n'est pas comptabilisée dans ce calcul, ceci n'impliquant aucune position du GRIP sur le litige opposant les autorités de Serbie et du Kosovo.

peut-être, la longueur du littoral croate, en principe plus coûteux à défendre qu'une frontière terrestre.

Graphique 3. Dépenses militaires de la Croatie et de la Serbie entre 2000 et 2017, per capita, en dollars, à prix et taux de change constants de 2016



Source : SIPRI Military Expenditures Database.



Auteur: makemediocrityhistory. Source: wikiwand.com

Rapport des forces

Concernant les effectifs et les armements de la Croatie et de la Serbie en 2017, l'*Institut international d'études stratégiques* (IISS) de Londres a livré les indicateurs suivants dans la dernière édition de son annuaire, le *Military Balance*.

Tableau 1 : Principaux indicateurs militaires de la Croatie et de la Serbie

Indicateurs	Croatie	Serbie
Population	4 292 095	7 111 024
PIB 2017 (USD)	53,5 mds	39,4 mds
Budget de la défense (USD)	657 m	523 m
Personnel militaire (actif)	15 650	28 150
Dont : état-major (forces spéciales)	1 850	---
Dont : forces terrestres	11 250	13 250[26]
Dont : marine	1 300	---
Dont : force & défense aérienne	1 250	5 100
Dont : commandement de formation	---	3 000[27]
Dont : garde à fonction cérémonielle	---	1 600
Dont : autres	---	5 200[28]
Forces paramilitaires	3 000[29]	3 700[30]
Armement		
Chars de combat	75	212
Véhicules de transport de troupes	222	71
Systèmes d'artillerie	217	443
Navires de combat	5	0
Avions d'attaque au sol	11	17
Hélicoptères multi rôles	27	52
Militaires déployés à l'étranger	233	322
OTAN	205	0
ONU-OSCE-UE	28	322

Source : The Military Balance 2018, The International Institute for Strategic Studies, Londres, février 2018

Par ailleurs, le site *Global Firepower* plaçait, dans son dernier classement, la Croatie à la 72e place des principales puissances militaires et la Serbie à la 78e (sur 136 pays classés)[31]. *Global Firepower* se base notamment sur les données militaires de l'IISS, mais tient compte d'un total de plus de 55 facteurs, dont certains concernent les finances, les ressources et la géographie des pays examinés.

26. Y compris une force fluviale.
27. L'IISS ne fournit aucune précision à ce sujet.
28. *Ibid*.
29. Il s'agit de « policiers armés ».
30. Il s'agit de gendarmes.
31. 2018 Military Strength Ranking, Global Firepower.

4. Importations d'armes, selon les sources

a. Importations d'armes, selon les déclarations de la Croatie et de la Serbie à l'ONU

Bien que produisant une partie des armes utilisées par leurs forces de sécurité, la Croatie et la Serbie importent régulièrement des armes d'autres États.

Une des sources d'information sur ces importations est le Registre de l'ONU sur les armes conventionnelles (UNROCA)[32]. Malheureusement, aucun des deux pays n'y a participé de manière régulière et satisfaisante.

Ainsi, depuis la reconnaissance de son indépendance en 1992, la Croatie a bien transmis 20 rapports au Bureau des affaires de désarmement de l'ONU. Cependant, pour la période 1992-1996, ces rapports se limitaient à signifier que Zagreb n'avait importé aucun armement, ce qui est logique puisque le pays était sous embargo de l'ONU et que les nombreuses importations réalisées l'ont été de manière clandestine. Si on se limite à la décennie 2010, la Croatie a contribué à quatre reprises au Registre, entre 2010 et 2013. Mais, pour chacune des sept premières catégories d'armement mentionnées, portant sur les armements dits « conventionnels » (armes lourdes), elle ne déclare aucune importation. Pour la 8e catégorie, elle déclare l'achat d'un petit millier d'armes légères ou de petit calibre (ALPC), auprès d'une dizaine de pays, la plupart membres de l'OTAN, à l'exception de l'Autriche, de la Finlande et de la Serbie.

Concernant la Serbie, ou les États auxquels elle a succédé, seuls 14 rapports ont été transmis au Bureau des affaires de désarmement. Les trois premiers, embargo oblige, ne déclaraient aucune importation. Durant la période 2010-2017, quatre rapports ont été présentés. Le rapport 2010 déclarait l'importation de six avions de combat d'entraînement *N-62 (G-4)* du Monténégro, de plus de 3 000 armes de petit calibre d'une douzaine de pays, la plupart membres de l'OTAN, mais aussi d'Autriche, du Monténégro et de Russie, et de quelque 1 300 armes légères du Monténégro. Après s'être abstenue en 2011, la Serbie n'a déclaré, en 2012, aucune importation d'armes conventionnelles, mais bien de nombreuses ALPC, dont plus de 20 000 armes de petit calibre, provenant de pratiquement les mêmes fournisseurs qu'en 2010, en plus du Brésil. Les 14 609 mitrailleuses importées depuis le Monténégro, principale transaction de l'année, proviendraient en réalité de Chine. En plus, la Serbie a acquis 60 armes légères, en l'occurrence des mitrailleuses lourdes du Monténégro, mais provenant à l'origine de Russie. Enfin, le rapport portant sur l'année 2013, dernier rapport de la Serbie au Registre, ne déclare aucune importation d'armes conventionnelles, mais bien celle de plus de 27 000 armes de petit calibre, de ses fournisseurs habituels, mais principalement du Royaume-Uni (près de 23 000 armes), ainsi que de plus de 1 060 armes légères, presque toutes du Monténégro.

Par ailleurs, les États parties au Traité sur le commerce des armes (TCA) doivent, depuis 2015, rentrer chaque année un rapport portant sur leurs transferts d'armes[33]. La Serbie et la Croatie ont toutes deux rempli les trois rapports requis, portant sur les années 2015 à 2017, alors qu'elles semblent négliger depuis les rapports à l'UNROCA, ce qui pose à

32. UN Register of Conventional Arms, United Nations Office for Disarmament Affairs.

33. Annual Reports, Status: as of 18 October 2018, Arms Trade Treaty.

nouveau le problème de la redondance de ces deux instruments. Relevons également que le système de classification des armements en huit catégories est le même que celui du Registre UNROCA.

Concernant la Croatie, notons d'emblée que, dans ses rapports au TCA, elle a négligé de préciser les pays d'origine des armements importés. Sur le plan des armes conventionnelles (catégories de I à VII), elle n'a déclaré aucune importation durant les trois années couvertes. Dans la catégorie des ALPC, elle a déclaré l'importation de 873 armes de poing, ainsi que de 940 lance-grenades portables, en 2015, de 1 645 armes de petit calibre (carabines, fusils d'assaut et armes de poing) en 2016 et de 7 552 armes de petit calibre (armes de poing, carabines et fusils d'assaut) et de 4 632 armes légères non précisées en 2017.

À l'inverse, les rapports de la Serbie sont très détaillés. Y figurent notamment, dans la partie consacrée aux importations, le pays exportateur ou d'origine, et la description des « objets » transférés. Il est également précisé si l'importation des armements en question a été autorisée ou effectuée durant l'année. Cependant, la colonne concernant la valeur des acquisitions n'a pas été remplie. Ainsi, pour l'année 2015, Belgrade a déclaré l'importation de trois véhicules blindés de combat, deux du Monténégro (pas très récents, puisque la RFSY est mentionnée comme État d'origine) et un de Slovénie, ainsi que de 540 mortiers de 81, 82 et 120 mm, achetés à la Bosnie-Herzégovine. En outre, près d'un millier d'armes de petit calibre ont été importées cette année-là, notamment 101 armes de poing de Croatie, 153 fusils ou carabines d'Italie et 184 de Belgique, dont 40 provenant du Japon. La Serbie a aussi déclaré avoir acquis près de 11 000 armes légères, essentiellement des lance-missiles portatifs achetés au Monténégro, mais produits apparemment en Serbie ou en RFSY.

En 2016, en ce qui concerne les armes lourdes, la Serbie dit avoir importé 1 248 systèmes d'artillerie (mortiers de 82 et 120 mm et lance-roquettes multiples) d'autres pays d'ex-Yougoslavie, ainsi que deux hélicoptères d'attaque Mi-17V-5 de Russie. Elle a également acquis plus de 2 500 armes de petit calibre, dont 190 armes de poing de République tchèque et 217 de Slovénie (qui les avait préalablement importées d'Autriche), plus de 140 fusils de Belgique et presque autant de Russie, plus de 900 fusils d'assaut de Bulgarie (qui les avait achetés préalablement à la Serbie), et plus de 300 mitrailleuses, également de Bulgarie, mais d'origine yougoslave. Enfin, toujours en 2016, la Serbie déclare avoir importé près d'un millier d'armes légères, surtout des lance-missiles portatifs antichars achetés au Monténégro.

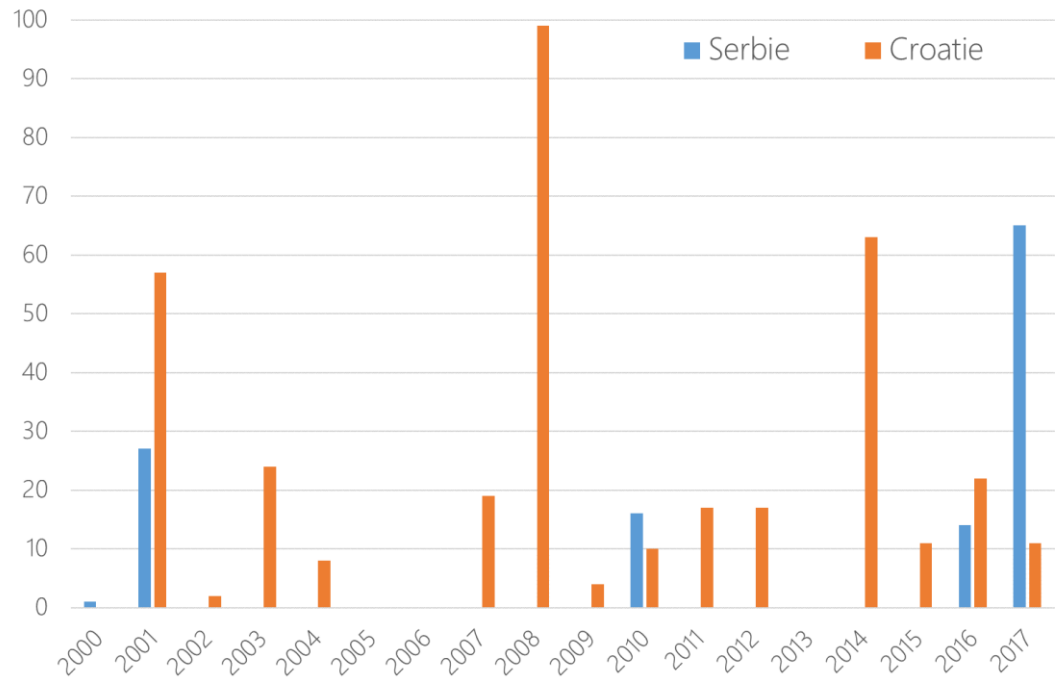
En 2017, Belgrade a déclaré avoir importé 74 véhicules blindés de combat, dont 50 de Hongrie, 78 systèmes d'artillerie lourde, dont 50 de Croatie, et 6 avions de combat *MIG-29* de Russie. Dans la catégorie des armes de petit calibre, sur plus de 4 000 armes achetées, la majorité, soit près de 700 armes de poing, plus de 850 fusils et un millier de fusils d'assaut, provenaient du Monténégro. Dans celle des armes légères, on note l'importation de 7 000 lance-missiles portatifs antichars de Bulgarie, de Macédoine et du Monténégro.

b. Importations d'armes, selon le SIPRI

La comparaison de ces données (UNROCA et TCA) aux estimations du SIPRI portant sur les transferts d'armes conventionnelles (donc à l'exclusion des ALPC) montre que, dans le cas

de la Croatie, le SIPRI semble beaucoup plus exhaustif que les déclarations faites aux instruments onusiens.

Graphique 4. Importations d'armes conventionnelles de la Croatie et de la Serbie entre 2000 et 2017, en TIV



Source : SIPRI Arms Trade Database.

En effet, selon le SIPRI, la Croatie a bien importé des armes conventionnelles chaque année entre 2010 et 2017, à l'exception de 2013, pour un montant total de 151 millions de TIV[34], alors qu'elle n'a rien déclaré au Registre de l'ONU et à l'instrument relatif au TCA. Selon le SIPRI, la Serbie aurait importé pour 95 millions de TIV en 2010, 2016 et 2017, et rien entre 2011 et 2015, ce qui est compatible avec les déclarations de Belgrade aux deux instruments de rapportage, bien qu'il semble que le SIPRI ait omis de comptabiliser l'achat de blindés et de mortiers déclaré en 2015 par la Serbie.

c. Importations d'armes, selon les déclarations des membres de l'UE

Une autre méthode pour évaluer les importations d'armes de la Croatie et de la Serbie est le recours aux rapports du Groupe « Exportations d'armes conventionnelles » (COARM) de l'Union européenne (UE)[35] auxquels contribuent tous les États membres. Cette méthode n'est que partiellement satisfaisante, car certains États membres ne livrent pas d'information sur les transferts réalisés, mais seulement sur les licences accordées. En outre, les armements sont classés en 22 catégories, et non en 8 comme dans les instruments onusiens. Enfin, seule la valeur des armements, en euros, est donnée et les donations ne sont pas rapportées.

34. Le TIV (*Trends Indicator Value*) est une unité de mesure du SIPRI permettant d'évaluer dans le temps la valeur des flux d'armement entre pays et régions. Pour plus de détails, consultez SIPRI Arms Transfers Database – Methodology.

35. Arms Export Control - Arms Trade Treaty, European Union External Action.

En ne s'intéressant qu'aux trois dernières années (2015-7), nous avons relevé ces données globales concernant les deux pays :

Tableau 2. Exportations d'armes, autorisées et réalisées, à partir de pays de l'UE vers la Croatie et la Serbie, entre 2015 et 2017. En euros courants

	Autorisé 2015	Réalisé 2015	Autorisé 2016	Réalisé 2016	Autorisé 2017	Réalisé 2017
Croatie	140 543 900	16 791 543	41 930 620	72 924 372	83 504 146	15 132 781
Serbie	661 522 037	14 492 809	185 487 122	28 199 253	240 310 057	42 066 718

Sources : Rapports au COARM, 2016-2018.

On en déduit que, entre 2015 et 2017, les pays de l'UE ont autorisé pour près de 266 millions d'euros d'exportations d'armes vers la Croatie et pour plus de 1 087 millions vers la Serbie. Cependant, les transferts réalisés et déclarés au COARM se sont limités à moins de 105 millions vers la Croatie et à moins de 85 millions vers la Serbie, en tenant compte du fait que certains États, comme la Belgique et le Royaume-Uni, ne déclarent pas la valeur de leurs exportations effectives.

Sur la base des rapports COARM, les principales exportations de pays de l'UE, exprimées en euros et réalisées à destination de la Croatie et de la Serbie seraient celles qui sont exposées au tableau 3 (voir ci-contre).

On constate que les plus gros contrats semblent avoir été conclus par la Croatie, mais que les deux pays privilégient les fournitures en provenance d'ex-membres de l'Organisation du Traité de Varsovie ou d'ex-Yougoslavie, à l'exception du matériel aéronautique acquis par la Croatie en Italie. Il s'agit vraisemblablement de deux hélicoptères *AW139*, produits par *AgustaWestland*, firme absorbée par *Leonardo* en 2016, et dont l'achat aurait été financé par le *Fonds Schengen* de l'UE, assistant les forces de police des États membres dans la surveillance des frontières extérieures de l'Union[36].

Même imprécises et ne concernant pas les fournisseurs extraeuropéens des deux pays, les données du COARM confirment partiellement les évaluations du SIPRI et les lacunes du rapportage croate aux instruments onusiens : Zagreb a bien importé du matériel militaire qu'elle n'a déclaré, ni au Registre de l'ONU ni au secrétariat du TCA. Par contre, les déclarations serbes à ces instruments sont en phase avec les évaluations du SIPRI et avec les déclarations des exportateurs de l'UE au COARM.

Concernant la diffusion de l'information sur les importations d'armes, il semble que l'on puisse tirer la même conclusion que l'institut *Small Arms Survey* dont le « baromètre de la transparence » ne concerne toutefois que les exportations d'ALPC et qui place la Serbie (5e place sur 49 pays exportateurs évalués) à un niveau de « transparence » bien plus élevé que la Croatie (23e place)[37].

36. Hrvatski MUP ima novi helikopter za nadzor granice, evo čime je sve opremljen, *Jutarnji Vijesti*, 28 juin 2016.

37. Voir Paul Holtom et Irene Pavesi, The 2018 Small Arms Trade Transparency Barometer, Briefing Paper, Small Arms Survey, août 2018.

Tableau 3. Principales exportations d'armes déclarées par des pays de l'UE vers la Croatie et la Serbie entre 2015 et 2017 (montants exprimés en euros)

2015	2016	2017
Croatie		
Italie : matériel d'aviation (catégorie ML.10) pour plus de 12 millions	**Bulgarie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 53 millions **République tchèque** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 3 millions **Italie** : matériel d'aviation (ML.10) pour plus de 12 millions	**Bulgarie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 7 millions **Slovaquie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 5 millions
Serbie		
Bulgarie : bombes, torpilles, roquettes ou missiles (ML.4) pour plus de 3 millions **République tchèque** : matériel de production militaire (ML.18) pour plus de 2 millions **Slovaquie** : « technologie » militaire (ML. 22) à la Slovaquie pour près de 2 millions	**Bulgarie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 3 millions et bombes, torpilles, roquettes ou missiles pour plus de 2 millions (ML.4) **Slovénie** : pièces de forge à usage militaire (ML16) pour plus de 2 millions **République tchèque** : matériel de production militaire (ML.18) pour plus de 3 millions	**Espagne** : armes de petit calibre (ML.1) pour plus de 2 millions **Bulgarie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 6 millions et pièces de forge à usage militaire (ML16) pour plus de 3 millions **Slovaquie** : munitions et/ou dispositifs de réglage de fusées (ML.3) pour plus de 2 millions **Slovénie** : matériel de conduite de tir et/ou d'alerte (ML.5) pour plus de 3 millions Hongrie : véhicules terrestres (ML.6) pour plus de 7 millions **République tchèque** : matériel de production militaire (ML.18) pour plus de 4 millions

Sources : 18e, 19e et 20e rapports annuels sur les exportations d'armes portant respectivement sur les années 2015, 2016 et 2017, disponibles sur Arms Export Control - Arms Trade Treaty, European Union External Action.

Par ailleurs, relevons que les pays de l'UE ont, entre 2015 et 2017, rejeté 11 licences d'importation demandées par la Serbie (sur 635 accordées). Dans huit cas, les États (non précisés dans le rapport) ont invoqué le critère 7 de la *Position commune de l'UE sur le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires*, relatif au risque de détournement des biens exportés, et dans trois cas, le critère 4, relatif à la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales. Bien qu'ils soient exceptionnels entre pays membres, la Croatie a essuyé en 2017 un refus (pour 247 licences accordées),

également au titre du critère 7. Notons que les deux pays, et surtout la Croatie[38], figurent parmi un groupe de pays soupçonné d'avoir vendu à des pays arabes des armes qui ont ensuite été détournées au profit de groupes armés actifs en Syrie. Dans certains cas, ces armes étaient au préalable importées de pays tiers, généralement d'ex-membres de l'Organisation du Traité de Varsovie, puis réexportées, de Zagreb, Belgrade, ou d'autres villes des Balkans, vers le Moyen-Orient, souvent via l'Arabie saoudite et en coordination avec les États-Unis[39].

d. Principales acquisitions récentes d'armement

Par la Croatie

Le 5 décembre 2014, l'Allemagne et la Croatie ont signé un accord prévoyant le transfert des arsenaux de la *Bundeswehr* à ceux des forces armées croates de 16 obusiers *Panzerhaubitze* 2000 (PzH 2000) autopropulsés de 155 mm de calibre et de 30 à 40 km de portée. Parmi ceux-ci, douze seraient destinés au service opérationnel, trois à la fourniture de pièces de rechange et un à l'entraînement. Les premiers exemplaires ont été livrés en juillet 2015 et les autres fin 2016. Le coût de la transaction aurait été de 12 millions EUR, auxquels il faut ajouter 41 millions prévus par Zagreb pour leur mise en service et la modernisation de leurs systèmes de contrôle de feu[40]. Selon le commandant du régiment d'artillerie, le colonel Tomislav Pavičić, les capacités du PzH 2000 feront des forces armées croates une des armées les mieux équipées de l'OTAN. En outre, toujours selon lui, un nouveau type d'obus en cours de développement permettrait de plus que doubler sa portée, jusqu'à 80 km[41].

Après avoir d'abord tenté d'obtenir des hélicoptères *Sikorsky UH-60 Black Hawk*, la Croatie a finalement obtenu l'autorisation, sur décision du Congrès des États-Unis à la fin de l'été 2015, d'importer 16 hélicoptères de reconnaissance et d'attaque *OH-58D Kiowa Warrior*, dans le cadre du programme d'articles de défense en excès (*Excess Defense Article*)[42], permettant des donations ou des ventes à prix réduit à des « partenaires ». Les appareils, construits entre 2012 et 2015, ont été livrés à la Croatie en 2016[43]. Des instructeurs états-uniens ont achevé la formation des techniciens et d'une première équipe de pilotes croates à la base aérienne de Zemunik en décembre 2017[44].

38. Lawrence Marzouk, Ivan Angelovski et Jelena Svircic, Croatian Arms Sales to Saudi Arabia Fuel Syrian War, Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), 21 février 2017.
39. Georges Berghezan, Transferts d'armes des Balkans vers le Moyen-Orient et risques de détournement vers des groupes armés, Note d'Analyse, GRIP, 25 octobre 2017.
40. Signing of Agreement on Procurement of German PzH 2000 Howitzers, Press Release, Ministry of Defence of the Republic of Croatia, 9 décembre 2014 ; Nicholas de Larrinaga, Croatia receives first PzH 2000, *IHS Jane's 360*, 29 juillet 2015 ; PzH Howitzer test firing, Press Release, Ministry of Defence of the Republic of Croatia, 28 juin 2017.
41. German Howitzers Transferred To Croatia, *Defence 24* (Varsovie), 1er août 2015.
42. The first five helicopters Kiowa delivered in Croatia, *Defence Blog*, 30 juillet 2016.
43. Kiowa Warriors Helicopters Arrive Croatia, U.S. Embassy in Croatia, 8 décembre 2016 ; Croatia to Acquire More US Military Helicopters, *Total Croatia News*, 13 juillet 2018.
44. Croatian pilots conclude training on Kiowa Warrior helicopters, *Hrvatski Vojnik*, 20 décembre 2017.

Par ailleurs, probablement consécutivement à une visite du Secrétaire de la Défense, James Mattis, à Zagreb en juillet 2018[45], les États-Unis ont approuvé la donation de deux hélicoptères de manœuvre et d'assaut *Sikorsky UH-60M Black Hawk*, la version la plus moderne du Black Hawk, d'une valeur de 53 millions USD. Les appareils, neufs et destinés aux forces spéciales, ont été présentés au public croate le 12 octobre, mais ne devraient entrer en service qu'en 2020 ou 2021[46]. Ces acquisitions d'hélicoptères, qui pourraient n'être pas les dernières — il est question de l'achat d'appareils multirôles *Bell UH-1Y* — visent bien entendu à moderniser la force aérienne croate en la rendant moins dépendante de la technologie russe/soviétique. Pour les États-Unis, il s'agit avant tout d'ancrer encore plus solidement le pays dans le camp occidental[47].

Le contrat majeur conclu par la Croatie, sans doute le plus important depuis son indépendance, concerne l'acquisition d'avions de chasse en remplacement de sa flotte vieillissante de MiG-21, obtenus clandestinement pendant la guerre, probablement d'Ukraine[48] ou des stocks de l'ancienne République démocratique allemande[49]. Après avoir présélectionné trois offres pour des *F-16* d'occasion provenant de Grèce, d'Israël et des États-Unis, et la Suède qui proposait des *JAS-39 Gripen* de *Saab*[50], le gouvernement croate a opté, le 27 mars 2018, pour l'offre israélienne consistant en 12 *F-16D Barak*, entrés en service à partir de 1987 dans la force aérienne israélienne[51]. L'offre de Tel-Aviv incluait notamment, pour un montant d'environ 500 millions USD, dont le paiement sera étalé en dix annuités[52], des simulateurs de vol, la formation en Israël de pilotes et techniciens, des pièces détachées et de l'armement[53].

Cependant, il s'avérait, au début décembre 2018, que les États-Unis étaient mécontents que leur offre n'ait pas été retenue et qu'ils reprochaient à Israël une « concurrence déloyale », en équipant les *F-16* vendus à la Croatie d'une technologie informatique plus moderne que leurs propres appareils[54]. Malgré les démentis du ministre croate de la

45. US Secretary of Defense promises assistance for Croatia, N1 (Zagreb), 13 juillet 2018 ; More US helicopters to be procured for Croatian airforce, N1 (Zagreb), 13 juillet 2018.

46. Krešimir Žabec, Otkrivamo: Amerika nam poklanja dva potpuno nova moćna helikoptera Black Hawk!, Jutarnji List (Zagreb), 12 octobre 2018 ; Donated Black Hawk helicopters unveiled near Zagreb, N1, 12 octobre 2018.

47. Croatia Buying U.S. Black Hawk Helicopters, Adriatic Sea Defense & Aerospace (Split), 9 avril 2018.

48. Alexander Mladenov, Mikoyan-Gurevich MiG-21, Bloomsbury Publishing, 2014.

49. Alan Cowell, U.S. Builds Influence In Croatia, *The New York Times*, 1er août 1995.

50. La Croatie présélectionne le JAS-39 Gripen et les F-16 israéliens d'occasions, *Defens'Aero*, 6 décembre 2017.

51. Jaroslaw Adamowski, Croatia to buy used F-16D jets from Israel for $500 million, *DefenseNews*, 28 mars 2018.

52. Noa Landau et Yaniv Kubovich, Israel Sells Croatia 12 F-16 Fighter Jets for $500 Million, *Haaretz*, 29 mars 2018.

53. MoD presents the procurement of multirole fighter aircraft, Press Release, Ministry of Defence of the Republic of Croatia, 3 avril 2018.

54. Barak Ravid, Scoop: U.S. blocking Israel-Croatia arms deal, Axios (Arlington, VA, USA), 6 décembre 2018.

Défense, Damir Krstičević, les propos rassurants de l'ambassade des États-Unis à Zagreb[55] et une rencontre entre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et le Secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo, à Brasilia à l'occasion de l'investiture du président brésilien Bolsonaro le 1er janvier 2019[56], Washington est demeuré intransigeant et a refusé d'autoriser le « transfert vers une tierce partie » des appareils qu'ils avaient vendus trois décennies plus tôt à Israël si la technologie informatique israélienne n'en était pas retirée. Finalement, le gouvernement croate annulait, le 14 janvier, sa décision du 27 mars 2018 et relançait la procédure d'acquisition d'avions de chasse, s'attendant à une excellente proposition des États-Unis « que les Croates ne peuvent refuser »[57].

Enfin, des négociations pourraient être encore en cours entre le Pentagone et Zagreb à la suite de la requête croate, formulée en 2016, d'une donation de 16 systèmes de lance-roquettes multiple *M270*, dont la portée peut atteindre plusieurs dizaines de kilomètres[58].

Par la Serbie

À l'issue d'une rencontre à Moscou avec le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, le président Vučić a déclaré, en décembre 2016, que la Russie allait offrir à la Serbie 30 chars d'assaut *T-72S*, 30 automitrailleuses *BRDM-2* équipées de canons de 14,5 mm et six avions de chasse *MiG-29*. La modernisation de ces derniers serait cependant à charge de Belgrade, pour un montant évalué entre 180 et 230 millions d'euros. Des discussions ont également porté sur l'acquisition de systèmes de défense antimissiles, *Buk-M2* et *Tunguska*[59].

Si, au début décembre 2018, les *BRDM-2* et *T-72* n'avaient pas encore posé leurs roues en Serbie, les *MiG-29* y sont arrivés en octobre 2017[60]. Les deux premiers d'entre eux ont été présentés, après rénovation, à l'aéroport de Batajnica, près de Belgrade, en août 2018[61]. Le coût des réparations des six appareils prévus était à ce moment-là estimé à 185 millions d'euros[62].

Par ailleurs, après un accord apparemment conclu lors d'une visite du président Vučić à Minsk en janvier 2017[63], Belgrade a reçu, en avril 2018, quatre autres *MiG-29*, mais provenant du Belarus. S'il s'agit d'une donation, les coûts associés aux réparations et à la rénovation, dont le montant n'a pas été dévoilé, devraient également être pris en charge

55. Anja Vladisavljevic, Croatia Denies US Opposes Israeli Jet Purchase, *BalkanInsight*, 7 décembre 2018 ; Croatia denies reports Washington is blocking sale of Israeli F-16s, *The Jerusalem Post*, 9 décembre 2018.
56. Sr. Official: Israel, US Still Disagree over Sale of F16's to Croatia, *The Jerusalem Post*, 2 janvier 2019.
57. Croatia cancels F-16 procurement deal with Israel, *SeeNews*, 14 janvier 2019 ; Igor Tabak, Croatia cancels procurement of Israeli F-16 Barak, *Jane's Defence Weekly*, 15 janvier 2019.
58. Croatia has asked United States to donate 16 M270 Multiple launch Rocket Systems from US surplus, *Army Recognition*, 12 janvier 2016.
59. Serbia to get Russian warplanes, tanks, armored vehicles, *B92* (Belgrade), 21 décembre 2016.
60. Serbia Takes Delivery Of First Of Six MiG-29 Fighters From Russia, *RadioFreeEurope / RadioLiberty*, 2 octobre 2017.
61. Vucic: "I almost cried when I saw them", *B92*, 21 août 2018.
62. Dušan Stojanović, Serbia takes delivery of 2 Russian fighter jets, AP, 21 août 2018.
63. Serbia could buy warplanes, air-defense systems from Belarus, *B92*, 26 janvier 2017.

par la Serbie[64]. En outre, l'accord de janvier 2017 portait également sur la donation de deux systèmes de moyenne portée *Buk*, ainsi que sur le début de négociations en vue de l'achat de systèmes antimissiles de longue portée *S-300* provenant des arsenaux biélorusses[65]. Apparemment, ni la donation de *Buk* ni l'achat de *S-300* ne semblaient s'être concrétisés vers la fin de l'année 2018. Par contre, sur le plan de la défense aérienne, la Serbie poursuivait, vers la mi-2018, des discussions avec Moscou en vue de l'acquisition de systèmes *Buk-M1* et *Buk-M2* et de systèmes antiaériens mobiles *Tunguska*[66].

Dans le domaine des hélicoptères également, la Russie s'impose comme le principal fournisseur de la Serbie. Après l'acquisition de deux hélicoptères de transport *Mi-17* pour un montant de 25 millions d'euros en juin 2016[67], le ministre de la Défense Vulin a annoncé, en avril 2018, après des entretiens avec son homologue Shoigu, que des négociations avaient débuté en vue de l'obtention de 4 autres *Mi-17* et de 4 hélicoptères d'assaut *Mi-35*[68].

Cependant, la Serbie lorgne également vers l'Ouest pour rééquiper ses forces armées. En effet, fin 2016, le ministère de la Défense a annoncé la signature d'un contrat avec *Airbus* pour l'achat de neuf hélicoptères multirôles *H145M* destinés à la force aérienne et à la police. Quinze jours plus tôt, le président Vučić avait évoqué la possibilité qu'*Airbus* offre quatre *H145M* de plus[69]. En novembre 2018, Airbus a annoncé que le ministre Vulin, en visite sur son site allemand de Donauwörth, avait « accepté » le premier des neuf appareils. Le communiqué précisait que quatre d'entre eux, destinés à la force aérienne, seraient équipés du « système de gestion d'armement HForce » et qu'un institut serbe serait homologué comme centre régional de maintenance pour hélicoptères, pour les *H145M*, mais aussi pour les *Gazelle*[70], dont une trentaine équipent la force aérienne[71] et une dizaine la police[72]. Le coût de la transaction n'a pas été précisé et il n'a plus été question de donation de *H145M*.

Un autre fournisseur occidental de la Serbie est la *Fabrique nationale* de Herstal qui, selon la presse de Belgrade, aurait accepté de vendre des fusils d'assaut *SCAR-L* au ministère serbe de la Défense[73]. L'importation d'armes de petit calibre est assez exceptionnelle pour la Serbie qui en est elle-même un producteur et exportateur relativement important. Probablement importés en 2017, ces fusils, au nombre de 740, seraient déjà en service

64. Serbia Gets Four MiG-29 Aircraft From Belarus - Defense Minister, *Sputnik*, 22 avril 2018.
65. Serbia to Get 8 MiG-29 Fighters, 2 Buk Missile Systems From Belarus, *Sputnik*, 28 janvier 2017.
66. Serbia hopes to be through with MiG-29 modernization by Putin's visit in November, Tass, 29 juillet 2018.
67. Aleksandar Vasović, With Russia as an ally, Serbia edges toward NATO, Reuters, 3 juillet 2016.
68. Serbia set to buy Russian attack helicopters, *B92*, 4 avril 2018.
69. Serbia agrees to buy nine helicopters from Airbus, Reuters, 29 décembre 2016.
70. Serbia receives first out of nine H145Ms, Aribus, 23 novembre 2018 ; Serbia to be regional maintenance hub for Airbus helicopters, *B92*, 8 mars 2018.
71. Serbian Air Force to be strengthened with Russian and German helicopters, *Air Recognition*, 29 septembre 2015.
72. Serbia, Police Aviation, Aeroflight.
73. Serbian Army to buy "state of the art" Belgian rifles, *B92*, 24 avril 2017.

dans des unités spéciales des forces serbes[74] et auraient coûté 2,5 millions de dollars[75]. Ce montant semble se retrouver dans les rapports de 2017 au COARM, où la Belgique a déclaré l'octroi d'une licence d'une valeur de 2,7 millions d'euros à la Serbie pour des armes de ce type. Par ailleurs, le président Vučić aurait déclaré, en juin 2018, son intention de commander 2 000 *SCAR-L* supplémentaires à la FN[76].

Alors qu'un rapport au parlement européen qualifiait en 2017 la coopération en matière de sécurité et de défense entre la Chine et la Serbie de « faible »[77], celle-ci semble néanmoins en train de s'intensifier, comme en témoignent la visite, à Beijing en juillet 2018, d'une délégation militaire conduite par le ministre Vulin[78] et la confirmation, deux mois plus tard, de l'achat par Belgrade de six drones armés, dont deux *Wing Loong II*. Les appareils devraient être assemblés en Serbie et l'achat s'accompagnerait d'un transfert de technologie[79].

Pour clore ce chapitre, précisons que la Serbie ne produit pas que des ALPC, mais aussi une grande variété d'armes conventionnelles, en partie destinées à équiper ses propres forces armées. Ainsi, en 2018, l'armée serbe testait plus de 40 systèmes d'armement issus de son industrie nationale afin d'éventuellement se les procurer. Ces armements incluaient le véhicule blindé de reconnaissance *BOV KIV*, le véhicule armé sans pilote *Miloš*, le missile guidé antichar *Maljutka 2F*, des roquettes de 128 mm[80] et le système de défense aérienne de courte portée *PASARS-16*[81].

5. Manœuvres militaires et déploiements à l'étranger

Sans surprise, les exercices auxquels ont participé ces dernières années les forces armées des deux pays reflètent leur orientation géostratégique : la Croatie est membre de l'OTAN, tandis que la Serbie, « militairement neutre », développe son partenariat avec l'OTAN tout en bénéficiant d'un statut d'observateur à l'OTSC.

Ainsi, la Croatie participe à la plupart des manœuvres organisées par l'OTAN ou par les États-Unis en Europe. En 2018, elle a notamment pris part aux exercices *Saber Strike 18*, organisé par les États-Unis en Pologne et dans les pays baltes en juin[82], et *Trident Juncture 18*, qui s'est pour sa part tenu en octobre et novembre en Norvège et constituerait les plus importantes manœuvres organisées par l'OTAN depuis 2002, avec

74. Vojska Srbije nabavila puške FN SCAR - New Assault Rifle of Serbian Special Operations Units, youtube, mai 2018.
75. Vojska Srbije kupila 740 pusaki "SCAR-L: u vrednosti 2.5 Miliona Dolara!, mai 2018.
76. Serbia to order more SCAR-L rifles, *DFNS.net Land*, 29 juin 2018.
77. Serbia's cooperation with China, the European Union, Russia and the United States of America, Policy Department, Directorate-General for External Policies, novembre 2017.
78. What kind of weapons is China offering to Serbian Army?, B92, 6 août 2018.
79. Igor Bozinovski, Serbia confirms procurement of Chinese UAVs, *Jane's 360*, 21 septembre 2018.
80. Igor Bozinovski, Serbia finalises testing of new weapon systems, *Jane's 360*, 6 avril 2018.
81. Igor Bozinovski, Serbia plans to procure Pasars-16 Terminator mobile hybrid air defence system, *Jane's 360*, 18 juillet 2018
82. Radina Gigova, Massive NATO exercise starts in Poland and the Baltics, *CNN*, 4 juin 2018.

un total de 50 000 hommes, dont seulement 25 de Croatie[83]. Celle-ci organise également ses propres exercices, dont les plus importants sont les exercices annuels *Velebit*, dont la dernière édition, *Velebit 18 združena snaga*, a rassemblé environ 5 500 hommes des OSRH et serait la plus importante jamais tenue en Croatie[84].

Par ailleurs, la Croatie déploie plus d'une centaine d'hommes depuis 2003 en Afghanistan dans le cadre de la mission *Resolute Support* de l'OTAN[85] et une trentaine au Kosovo, dans le cadre de la KFOR, également dirigée par l'OTAN[86]. En juin 2017, Zagreb a autorisé trois nouvelles missions impliquant le déploiement de ses militaires à l'étranger : l'opération *Inherent Resolve* de lutte contre l'organisation *État islamique* en Irak et en Syrie, dirigée par les États-Unis (trois hommes chargés de former des combattants kurdes), l'opération de l'OTAN *Enhanced Forward Presence* aux frontières de la Russie (300 hommes en Pologne et en Lituanie), et l'opération de l'Union européenne *EUNAVFOR Med* (ou *Sophia*) de lutte contre le trafic de migrants en Méditerranée (trois hommes)[87].

Côté serbe, les manœuvres les plus médiatisées sont celles qui ont été réalisées en coopération avec l'armée de la Fédération de Russie. Ainsi, en juin 2018 près de Novorossiïsk, 50 membres des forces spéciales ont participé à l'édition de 2018 de l'exercice *Fraternité slave* aux côtés de 900 soldats russes et biélorusses[88]. Deux mois plus tard, 200 militaires serbes ont participé à des exercices de tir à munitions réelles aux côtés de 600 de leurs collègues russes dans l'oblast de Leningrad[89]. Ceci n'empêche pas l'armée serbe de frayer avec des armées occidentales, dont celle des États-Unis, avec laquelle elle a mené des exercices spectaculaires près de Belgrade en novembre 2017[90]. D'ailleurs, comme un décompte de l'agence Reuters l'a démontré, la grande majorité des activités militaires de la Serbie sont menées avec l'OTAN (197 en 2015) ou bilatéralement avec des membres de l'OTAN (370), contre seulement 36 avec la Russie[91]. On pourrait ajouter à cette coopération Serbie-OTAN les opérations de maintien de la paix de l'ONU où les militaires serbes sont intégrés dans des bataillons dirigés par des membres de l'OTAN, par exemple dans l'UNIFIL (Liban) ou l'UNFICYP (Chypre)[92].

Cependant, si l'OTAN, par la voix de son secrétaire général, dit « respecter » le choix serbe de coopérer militairement avec la Russie[93], le Parlement européen, par une motion adoptée

83. Croatia taking part in NATO exercise in Norway, N1 Croatia, 25 octobre 2018.
84. Biggest ever Croatian military exercise begins, N1 Croatia, 13 octobre 2018 ; Vojna vježba "Velebit 18 - združena snaga" održana u Hrvatskoj, *China Radio International*, 16 octobre 2018.
85. Croatian Troops in Afghanistan Receive a Presidential Visit, *Total Croatia News*, 25 août 2018.
86. Kosovo Force (KFOR), Key Facts and Figures, OTAN, février 2018.
87. Croatian Army Expanding Operations Abroad, Including with NATO and Against Islamic State, *Total Croatia News*, 8 juin 2017.
88. Serbian soldiers at Slavic Brotherhood exercise in Russia, *B92*, 2 juillet 2018.
89. Russian-Serbian military drills kick off in northwest Russia, Tass, 14 août 2018.
90. Defying Russia, Serbia holds military drills with Americans, *Fox News*, 17 novembre 2017.
91. Aleksandar Vasovic, With Russia as an ally, Serbia edges toward NATO, Reuters, 3 juillet 2016.
92. Aleksandar Radić, Whom to rely on: Serbia between East and West, European Western Balkans, 6 décembre 2017.
93. Guy Delauney, Nato and Serbia put bombing behind them, *BBC*, 10 octobre 2018.

en juin 2017, juge « la conduite d'exercices militaires conjoints serbo-russes regrettable », car elle serait en contradiction avec la politique étrangère et de sécurité de l'UE sur laquelle Belgrade, candidate à l'UE, est priée de « s'aligner progressivement »[94]. C'est en arguant d'un manque de progrès dans ce domaine que la Lituanie s'est opposée, en juillet 2018, dans le cadre des négociations d'adhésion de la Serbie, à l'ouverture du chapitre 31 relatif à la politique extérieure de l'UE[95]. D'autres aspects des relations serbo-russes fâchent certains membres de l'UE, en premier lieu le refus de Belgrade de se joindre aux sanctions occidentales décrétées contre Moscou après l'annexion de la Crimée.

Pour clore cette section sur les exercices militaires, notons que la Serbie mène elle aussi des manœuvres à l'échelle nationale, comme l'exercice *Synergie* qui, en mars 2018, a rassemblé plus de 900 participants près de Belgrade[96]. Enfin, des manœuvres rassemblant militaires serbes et croates se tiennent au moins occasionnellement, par exemple celles de septembre 2017 du *Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe* de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine[97].

Nouvelle guerre serbo-croate : un risque crédible ?

Comme le montre l'acquisition quasi simultanée de certains armements — artillerie, défense antiaérienne, hélicoptères ou avions de chasse — les programmes d'équipement de la Croatie et de la Serbie semblent se répondre l'un à l'autre. De même, la possible réintroduction d'un service militaire obligatoire de trois à six mois annoncée par le président Vučić en août 2018[98] semble être une riposte à l'annonce d'un service militaire « léger » du ministère croate de la Défense en janvier 2017[99].

Les acquisitions d'armement des deux pays font néanmoins suite à une longue période de « disette » sur le plan des achats militaires. Par exemple, les *MiG-21*, au cœur de leurs forces aériennes, proviennent des stocks de la RFSY ou ont été acquis pendant la guerre des années 1990. Leur remplacement par des appareils d'occasion plus modernes, mais développés dès les années 1970 par les États-Unis et l'URSS, ne fait donc pas des deux États balkaniques des foudres de guerre. D'ailleurs, la somme de leurs dépenses militaires en 2017 correspond à environ un tiers de celles de la Belgique, dont la population est presque exactement celle cumulée de la Croatie et de la Serbie (hors Kosovo).

Par ailleurs, si les querelles entre Zagreb et Belgrade sont encore fréquentes, le plus souvent par rapport au sort de la minorité serbe de Croatie ou à des commémorations d'événements de la Deuxième Guerre mondiale ou de leur « dernière guerre », les litiges concrets sont relativement peu nombreux. La Cour internationale de justice a rejeté leurs

94. European Parliament resolution of 14 June 2017 on the 2016 Commission Report on Serbia, European Parliament.
95. Lithuania blocks Serbia to open chapter 31 on foreign policy, N1 Serbia, 31 juillet 2018.
96. Entire Serbia heard salvos and words from Pasuljanske livade, Ministry of Defence, Republic of Serbia, 29 mars 2018.
97. NATO and partners exercise disaster response in Bosnia and Herzegovina, OTAN, 25 septembre 2017.
98. Serbia may reintroduce compulsory military service: president, Reuters, 21 août 2018.
99. Od 2019. uvodi se obvezni "light" vojni rok do 30 dana, *Večernji List* (Zagreb), 30 janvier 2017.

accusations réciproques de « génocide » durant la guerre des années 1990 ainsi que leurs demandes de réparations financières[100]. Le retour des réfugiés — des centaines de milliers de Serbes de Croatie ayant été expulsés pendant le conflit — a pratiquement cessé : plus de 14 ans après la fin du conflit, si plus de 133 000 Serbes, le plus souvent âgés, étaient retournés dans leur pays d'origine, ce fut — pour plus de la moitié — pour vendre leurs terres et immeubles et s'établir définitivement en Serbie[101]. Actuellement, seuls 18 000 Serbes de Croatie ont encore le statut de réfugiés[102], la majorité des autres s'étant intégrés dans leur pays d'accueil : Serbie surtout, mais aussi Bosnie-Herzégovine et Monténégro.

Aucun litige territorial sérieux n'oppose non plus Serbes et Croates. Les deux pays ne sont, certes, pas d'accord sur le tracé exact de leur frontière danubienne, un conflit qui trouve son origine dans les changements, naturels ou forcés par l'homme, du cours du fleuve et qui a suscité l'autoproclamation d'au moins trois mini-États : le *Liberland*[103], la *Principauté d'Ongal*[104] et le *Royaume d'Enclava*[105]. Ces initiatives surréalistes montrent en tout cas la légèreté du conflit territorial qui oppose les deux pays, contrairement à celui qui mine les relations entre la Slovénie et la Croatie, malgré leur appartenance commune à l'UE.

Sur le plan culturel, la proximité linguistique et géographique favorise les échanges : la musique de chacun des deux pays est largement écoutée dans l'autre[106] et les jeunes Croates n'hésitent pas à débarquer à Belgrade, dont la *nightlife* est bien plus riche que celle de Zagreb[107]; le contingent de visiteurs croates a été, en 2017, le 4e plus nombreux en Serbie[108], après les Bosniens, Turcs et Bulgares ; les familles serbes reviennent chaque été plus nombreuses sur les plages croates[109], même si on est encore loin d'atteindre les chiffres d'avant-guerre. Au niveau commercial, la Serbie était, en 2017, le 6e client de la Croatie et son 10e fournisseur[110], tandis que la Croatie était, pour la Serbie, son 9e meilleur client[111].

D'autre part, le « but stratégique », maintes fois répété, de la Serbie est l'adhésion à l'Union européenne, ce qui passe par le souci de ne pas susciter de veto croate. Bien que Zagreb ait déjà ralenti le rythme du processus d'adhésion sous prétexte d'un manque de respect de sa minorité en Serbie et d'opposition à la « compétence universelle » de

100. Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), Arrêt de la Cour internationale du Justice, 3 février 2015.

101. Return of refugees, Serb National Council (Zagreb) ; Lynn Tesser, Postwar 'Ethnic Cleansing' in Croatia and Bosnia-Herzegovina, ResearchGate, novembre 2012.

102. 23 years since Croatia expelled more than 200,000 Serbs, *B92*, 3 août 2018.

103. Aude Lasjaunias, Le Liberland, une utopie ultralibérale dans les Balkans, *Le Monde*, 23 juin 2015.

104. Княжество Онгъл - Ongal hercegség - Kneževina Ongal - Princedom of Ongal, Facebook.

105. The Kingdom of Enclava Regency.

106. Why is there still a lot of Serbian music in Croatia?, *Quora*, 2017.

107. What is a Party Train and what are 700 Croats doing in Belgrade?, *Serbia.com*, 7 mars 2016.

108. Tourist turnover - December 2017, Statistical Office of the Republic of Serbia, 31 janvier 2018.

109. Tourist arrivals and nights in 2017, Croatian Bureau of Statistics, 13 février 2018.

110. Presentation of Croatia: Foreign Trade, Société Générale.

111. Presentation of Serbia: Foreign Trade, Société Générale.

Belgrade en matière de crimes de guerre[112], il est fort peu probable que cela puisse mener à une confrontation armée, même en cas de nouvelle dégradation des relations entre Moscou et l'OTAN. Et ce, d'autant plus que, en matière de sécurité, la priorité pour Belgrade est et demeure la défense de son « berceau historique » du Kosovo et de la minorité serbe qui y subsiste, via d'intenses efforts diplomatiques visant à obtenir des concessions de Priština et de ses mentors occidentaux en échange d'un règlement définitif du statut de ce territoire.

La mini-course aux armements entre la Serbie et la Croatie apparaît donc davantage comme une tentative de contenter une fraction de l'opinion publique toujours sensible aux sirènes nationalistes, ainsi que des hiérarchies militaires en quête d'un regain de prestige. En outre, elle permet de satisfaire les intérêts politiques et économiques de leurs protecteurs respectifs, soucieux d'ancrer, à faible coût, leur allié dans leur camp en y écoulant des armements dont elles n'ont plus grand besoin.

* * *

Auteur

Chercheur au GRIP dans l'axe « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique », Georges Berghezan a également effectué de nombreux séjours dans les Balkans, et particulièrement pendant les guerres d'ex-Yougoslavie, qu'il couvrit comme reporter-photographe.

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

112. Sven Milekic et Sasa Dragojlo, Croatia Stalls Serbia's EU Negotiations, Balkan Transitional Justice, 7 avril 2016.